

ATTEINTES GRAVES AUX DROITS DES JUSTICIABLES À LA COUR D'ALGER

M^{es} Brahim et Bourayou décident de ne plus y plaider

Deux avocats à la réputation bien établie, M^{es} Miloud Brahim et Khaled Bourayou, ont pris, hier, la décision de ne plus plaider devant la première chambre pénale de la cour d'Alger. Par cette décision, qui leur a été peiné de prendre, ont-ils affirmé, les deux avocats entendent «se démarquer des pratiques totalement incompatibles avec l'administration d'une bonne justice».

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Dans une déclaration paraphée conjointement et rendue publique hier, les deux avocats, agréés à la Cour suprême, ont dénoncé la persistance des atteintes graves et répétées aux droits les plus élémentaires ainsi que l'absence de tout respect pour les droits de la défense.

«Nous, Miloud Brahim et Khaled Bourayou, avocats à la cour, agréés à la Cour suprême, avons décidé, à compter de ce jour, de ne plus plaider devant la première chambre pénale de la cour d'Alger», ont-ils souligné dans leur déclaration, ajoutant que «ce faisant, nous entendons nous démarquer de pratiques totalement incompatibles avec l'administration d'une bonne justice».

Contacté, M^e Bourayou a expliqué que la défense éprouve des difficultés sérieuses à assurer la défense de ses clients. «Ces atteintes aux droits élémentaires des justiciables se manifestent par une grande propension à la présomption de culpabilité et excluent totalement la présomption d'innocence», a affirmé M^e Bourayou.

Il considérera en outre que «cette façon d'administrer la justice est incompatible avec des procès équitables et une justice qui assure la défense des libertés des justiciables». M^e Bourayou soulignera également que, malheureusement, au niveau de cette chambre, les confirmations de condamnations sont systématiques. «Il est extrêmement rare de bénéficier, au niveau de cette chambre, d'une relaxe. Nous ne pouvons donc pas plaider devant cette chambre», a-t-il indiqué.

La décision de ne plus plaider a pris effet hier. Elle courra, a signalé M^e Bourayou, tant que la première chambre pénale de la cour d'Alger est administrée par le magistrat Belkharchi. «Tant que Belkharchi est là-bas, on ne plaidera pas. On ne peut pas cautionner de telles pratiques», a conclu M^e Bourayou.

S. A. I.

HOSPITALO-UNIVERSITAIRES

La grève reconduite demain

Les deux syndicats des hospitalo-universitaires (professeurs, docents et maîtres-assistants) reconduisent depuis hier leur grève de trois jours pour la deuxième semaine consécutive.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Les examens programmés cette semaine ont été également bloqués en raison de ce mouvement de débrayage qui se radicalise.

La rencontre, à laquelle ont été conviés la semaine dernière les hospitalo-universitaires par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Rachid Harraoubia, a été, comme attendu par la corporation, infructueuse.

«Le ministre s'est emporté et nous a presque ordonné de suspendre la grève», nous a révélé le Pr Djedjelli, secrétaire général du Syndicat national des professeurs et docents en sciences médicales (SNPDSM).

Le ministre a exprimé son mécontentement quant à cette grève qui, selon lui, intervient au milieu d'une conjoncture politique particulière, caractérisée par la préparation de l'élection présidentielle.

Pris par les meetings au profit du candidat Bouteflika, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique n'a pas de temps à consacrer aux syndicats, ni d'ailleurs son collègue de la santé, qui, lui, ne s'est même pas manifesté pour amorcer un dialogue avec les hospitalo-universitaires, cette frange de la société qui fait partie de l'élite nationale.

Selon le Pr Djedjelli, le ministre a tenté, tout au long de la rencontre, «de se dérober devant le retard enregistré dans l'octroi de la rétribution décidée conjointement avec son collègue de la santé». Les deux ministres refu-

sent cependant de confirmer le blocage de cette décision par le Premier ministre, comme déjà rapporté par les syndicats.

Par ailleurs, les hospitalo-universitaires refusent de céder à la pression du ministre et maintiennent leur mouvement de protestation, jusqu'à satisfaction de leurs doléances. Il faut, toutefois, préciser qu'un break sera enregistré du 4 au 10 avril, en raison de l'élection présidentielle.

Les informations recueillies hier par les bureaux nationaux des deux syndicats font état d'un suivi massif de la grève à travers toutes les régions du pays.

R. M.

LES POURSUITES JUDICIAIRES CONTRE LES BLOUSES BLANCHES EN HAUSSE

Les médecins revendiquent la dépenalisation de l'erreur médicale

Les médecins interpellent les pouvoirs publics pour la dépenalisation des erreurs médicales. La demande a été formulée, pour la énième fois, par le Conseil de l'ordre des médecins algériens. La revendication est contenue dans la résolution finale ayant sanctionné la dernière rencontre de cette structure.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La montée au créneau du Conseil de l'ordre des médecins algériens fait suite aux statistiques rendues publiques et selon lesquelles, près d'une centaine de médecins et autres sont actuellement en détention pour des erreurs médicales.

On indique aussi que près de mille dépôts de plaintes ont été enregistrés au niveau des différentes juridictions, durant les six dernières années, à l'encontre du corps médical pour «faute médicale». «Cette situation provoque depuis quelques années une grande tension au sein de la corporation, d'où l'urgence d'une nouvelle disposition juridique qui mettrait le praticien à l'abri de toutes poursuites de ce genre», indique-t-on.

Pour rappel, avant sa nomination à la tête du département des

transports, l'ex-ministre de la Santé, M. Amar Tou, avait déclaré devant les parlementaires de la chambre basse que «l'erreur médicale existe dans tous les pays du monde et que l'Algérie ne peut constituer l'exception».

Cette déclaration, Amar Tou l'avait faite quelques jours après le scandale qui a éclaboussé le service ophtalmologie du CHU Beni-Messous d'Alger, où 14 malades avaient perdu la vue en juillet 2007 après une injection d'Avastin.

Le ministre, qui répondait à une question posée par un député, n'a pas apporté plus de précisions sur ce dossier : «Les médecins n'ont fait que leur devoir.»

Quant au président du Conseil de l'ordre des médecins algériens, le Dr Bekkat Berkani Mohamed, il plaide pour «la dépenalisation des erreurs médicales» et «pour ne pas

engager de poursuites judiciaires à l'encontre des médecins pour non-assistance à personne en danger, car le médecin se voue au service de la santé de l'humanité».

Selon ce médecin, «l'erreur médicale, qui peut parfois conduire au décès du patient, a souvent pour origine le manque de moyens, un aléa qui ne peut être imputé au médecin».

Le Dr Bekkat a également suggéré l'adoption par le Parlement «d'un statut particulier du médecin» et proposé, dans le cadre de l'assistance aux patients, l'introduction d'une série de dispositions telles que l'augmentation du taux des cotisations des médecins, notamment des chirurgiens, auprès des compagnies d'assurances et la prise en charge des malades victimes d'erreurs médicales. «Les patients s'estimant victimes d'actes médicaux inappropriés doivent se plaindre non seulement à la justice, mais également au Conseil de l'ordre», a-t-il souligné.

Le praticien, «quelle que soit sa spécialité, n'est tenu qu'à l'obligation de moyens et jamais à l'obligation de résultats» a-t-on aussi relevé. «Le médecin qui opère un malade doit avoir tous les moyens à sa disposition pour réussir son intervention. Si jamais il respecte cette obligation de moyens et que le patient vient à décéder, il ne s'agira nullement d'une erreur médicale», a-t-on encore souligné. Les médecins ne nient pas pour autant qu'il y a des erreurs médicales, mais ils tiennent à remettre les pendules à l'heure et exigent des actions judiciaires respectant la déontologie médicale.

Enfin, sur un autre volet, le Dr Bekkat a tiré la sonnette d'alarme concernant l'attitude des autorités, qui accordent «des autorisations d'exercer dans des cliniques privées à des spécialistes étrangers non inscrits au Conseil de l'ordre des médecins algériens. «C'est un exercice illégal de la médecine», a-t-il tenu à préciser.

A. B.

SESSION 2009 DU BACCALAURÉAT

Ils seront 445 000 candidats

L'examen du baccalauréat aura lieu le 7 juin prochain. Ils seront pour cette édition 445 000 candidats à subir les épreuves de l'ultime test de passage à l'université.

F. Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le compte à rebours pour l'examen le plus stressant, aussi bien pour les candidats que pour leurs familles, a commencé. M. Boumaraf, conseiller à l'information de Boubekur Benbouzid, ministre de l'Education nationale, a rappelé, hier, qu'un communiqué a été rendu public le 18 janvier dernier, annonçant que les dispositions du baccalauréat 2008 seront reconduites pour l'édition 2009. Il s'agit notamment de la possibilité pour les candidats de choisir entre deux sujets dans chaque matière et filière.

Les postulants à l'université disposeront aussi d'une demi-heure supplémentaire, et ce, en sus du temps réglementaire, imparti à chaque épreuve. Par ailleurs, lors de rencontres tenues au cours des derniers mois, le premier responsable du secteur de l'éducation a particulièrement insisté sur la nécessité d'achever les programmes.

Le ministre avait aussi assuré que les élèves ne seront examinés que sur les cours qui ont été effectivement dispensés, et ce, dans toutes les wilayas du pays. «L'état d'avancement du pro-

gramme du premier trimestre est meilleur que celui de l'année écoulée à la même période. Ceci étant, les sujets d'examen seront aussi conformes au contenu effectivement dispensé au cours de l'année», nous a précisé M. Boumaraf. Ce dernier notera, par ailleurs, que les dernières semaines qui nous séparent des épreuves du bac serviront à l'homogénéisation dans la finalisation des programmes, de sorte à ce que tous les établissements soient au même niveau le jour J.

Notre interlocuteur rappellera, en outre, qu'un suivi régulier est effectué pour la préparation des épreuves du bac, concernant aussi bien les aspects liés à la pédagogie qu'à la mise à contri-

bution de moyens tant internes qu'externes au secteur.

L'année dernière, les épreuves du bac étaient celles du programme de la réforme et ont été caractérisées par une réduction progressive de certaines filières. Par ailleurs, et comme il l'a, à maintes reprises, déclaré, l'objectif du ministre de l'Education, est d'arriver à 70 % de taux de réussite au bac sans rachat.

Pour l'année écoulée, le taux de réussite à l'examen avoisinait les 53 %. Boubekur Benbouzid préside aujourd'hui les travaux d'une rencontre sur l'état d'avancement de la préparation du baccalauréat de la session de juin prochain.

F. Z. B.